

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

La pandémie covid-19 se poursuit dans le monde, le confinement a touché plus de la moitié de l'humanité. Cette crise révèle à quel point les politiques libérales menées depuis plusieurs décennies sont nocives à l'égard de la planète, des peuples et des droits démocratiques.

La crise sanitaire a impacté l'école et impactera aussi son avenir. La période de confinement a mis en évidence l'impéritie d'un ministère qui, malgré nombre de déclarations médiatiques souvent immédiatement contredites, a prôné une "continuité pédagogique" qu'il n'était pas en mesure de faire assurer. Le déconfinement a été l'occasion d'injonctions paradoxales qui imposaient des mesures sanitaires draconiennes tout en laissant croire que les conditions d'un retour massif à l'école étaient remplies. Cela a entraîné des pressions de la hiérarchie qui ont exposé les enseignant-es aux risques psycho-sociaux et les ont mis en porte-à-faux face aux parents.

Le ministre profite de cette période pour poursuivre et tenter de légitimer son projet pour une école libérale : individualisation des apprentissages renforcée par l'utilisation du numérique, resserrement des contenus sur les « fondamentaux », ouverture à un marché de l'éducation, 2S2C et « vacances apprenantes »... Tout cela entraînerait de plus fortes inégalités territoriales et une école à plusieurs vitesses que nous refusons.

Plutôt que de fausses promesses médiatiques, c'est d'un plan d'urgence dont l'école a besoin. Il doit se préparer dès maintenant avec celles et ceux qui font l'école tous les jours et qui savent ce dont les élèves ont besoin pour retrouver le chemin des apprentissages. Cette école de demain ne sera possible qu'avec des mesures concrètes comme la diminution drastique des effectifs en classe, le développement des RASED et du dispositif « plus de maîtres », de meilleures conditions d'exercices des personnels...

Les élèves des milieux les plus défavorisés ont été touchés de la façon la plus violente par les conséquences de la crise. Le gouvernement a osé prétendre qu'ils faisaient l'objet d'une priorité et s'est même servi de cet argument pour dissimuler les vraies motivations, d'ordre économique, de ses décisions.

Pourtant, aucune mesure nationale n'a été envisagée en direction de ces élèves pour permettre de pallier l'aggravation de la fracture sociale.

Le SNUipp-FSU dénonce l'abandon de ces élèves par l'institution et demande que des mesures concrètes soient prises dans ce sens pour la rentrée de septembre y compris si la scolarité peut reprendre dans les conditions ordinaires.

Durant cette période, les directeurs et directrices d'école ont été et sont encore particulièrement sollicités et jouent encore davantage un rôle essentiel pour assurer le bon fonctionnement de l'école.

Depuis de nombreuses années, le SNUipp-FSU a avancé des propositions concrètes pour améliorer leurs conditions de travail et mieux reconnaître la fonction. Loin de répondre de manière satisfaisante aux urgences exprimées, la loi visant à créer une « fonction de directeur d'école », risque de dégrader le fonctionnement de l'école et les conditions de travail de l'ensemble des personnels.

Aucune réponse concrète n'est apportée par cette loi aux exigences de la profession.

Alors que le processus législatif est encore en cours, le ministre a annoncé le 24 juin à l'Assemblée Nationale que des mesures réglementaires seront prises d'ici deux semaines. Sa conception du rôle du Parlement rejoint celle du dialogue social.

Le SNUipp-FSU demande la reprise des discussions avec les représentants des personnels sur les mesures à prendre pour améliorer dès maintenant les conditions de travail des directrices et directeurs et ainsi répondre aux besoins revendiqués et confirmés par la consultation ministérielle de l'hiver dernier.

Cette CAPD traite des congés de formation professionnelle. Nous regrettons que la dotation ne permette pas de répondre à toutes les demandes. La formation est un droit et nous demandons qu'il soit respecté.

Concernant l'avancement à la hors classe, si nous nous félicitons de l'augmentation du pourcentage de collègues promus, nous constatons cependant que des collègues partent sans avoir accédé à la hors classe. Cela ne correspond pas aux engagements pris dans le cadre du PPCR et nous continuons de demander que des mesures soient prises pour ces collègues, ainsi que l'avancement le plus rapide pour tou.tes.

Cette année encore l'accès au temps partiel sur autorisation est très limité, ce qui mettra des collègues en difficulté dans leur vie professionnelle et personnelle.

Nous ne traiterons ni des détachements, ni des disponibilités, ni des ineat/exeat. Les collègues nous interrogent et nous ne sommes pas en mesure de leur répondre, si ce n'est par la formule devenue habituelle, de décisions prise « au fil de l'eau »... Nous constatons surtout l'impossibilité de bénéficier de ces dispositifs du fait du manque d'enseignant.es dans notre département.

Cette situation dure maintenant depuis plusieurs années et pénalise gravement nos collègues qui n'en sont pourtant pas responsables.

Tout au long de cette période difficile, entre confinement et de déconfinement, le SNUipp-FSU a accompagnés et défendus les personnels. Il est intervenu pour que le protocole réponde le plus possible à la sécurité sanitaire.

Il demande la reprise des négociations pour obtenir une revalorisation substantielle, indiciaire et inconditionnelle des salaires pour toutes et tous, le versement d'une prime d'équipement et une amélioration des conditions de travail.

Un véritable paritarisme doit être restauré, le rôle des élu-es du personnel doit être rétabli. Ils doivent avoir accès aux documents collectifs permettant de remplir leurs

missions d'élus, particulièrement dans le cadre de la mobilité et de la gestion des personnels.

L'année s'achève, et dans la tête de toutes et tous, déjà se profile la rentrée. Du côté ministériel, aucune avancée sur la préparation de septembre.

Aussi, il faut dès maintenant donner du temps aux équipes pour se préparer, du temps pour les professeurs qui sont bien là, qui savent ce qu'est une classe, des élèves et qui, comme ils ont pu le démontrer, tiennent le système à bout de bras !